

Mouvement politique des
objecteurs de croissance

T : 081.84.90.19
www.mpOC.be - info@mpOC.be

FAQ (foire aux questions) du MOC

(MOC : le *Mouvement politique des Objecteurs de Croissance*, France)

Au 15 novembre 2014

www.les-oc.info

Préambule du MOC

Nous constatons régulièrement que les critiques adressées à la décroissance visent plutôt une caricature qu'une réalité. Ce n'est pas une raison pour les ignorer. D'où cette « Foire aux questions » dans laquelle nos réponses comportent quasiment toujours deux temps :

1. La réponse en tant que « décroissant ». Ce qui laisse entendre que la plupart de ces réponses sont partagées par les décroissants. Nous l'espérons et le croyons.
2. La réponse en tant que « MOCqueur », en tant que membre du MOC. Sur beaucoup de ces questions, nous pensons que les réflexions du MOC vont plus loin, sont plus radicales (au sens de « cohérentes »), sont plus « politiques » (que beaucoup de celles de décroissants plus/trop théoriciens) le MOC entend pleinement assumer sa responsabilité politique : *la décroissance est aujourd'hui la seule proposition systémique de critique politique*. Le MOC apprécie de lire [cet avis de Jean-Claude Michéa](#) : « Si l'on admet que le capitalisme est devenu un fait social total – inséparable, à ce titre, d'une culture et d'un mode de vie spécifiques -, il est clair que les critiques les plus lucides et les plus radicales de cette nouvelle civilisation sont à chercher du côté des partisans de la « décroissance ». »

Définir la « décroissance »

Pourquoi sommes-nous opposés à la croissance ?

La « croissance » est un « monde » le « monde de la croissance » : ce monde est englué dans et par l'économie.

Pour le MOC, ce « monde de la croissance » est irresponsable, injuste, indécent, absurde, tragique, non-démocratique. Tout au contraire le MOC défend un certain nombre de « valeurs » dont la responsabilité, la justice, la décence, la démocratie... Pour le MOC, la cohérence de ces « valeurs », c'est *le refus de l'illimitation*, le sens de la mesure. C'est la perte de ce sens de la mesure qui entraîne aujourd'hui notre seul monde commun à dépasser toutes les limites et à franchir tous les plafonds, sous la domination de la religion de l'économie, de la technique, du progrès...

- La croissance est mesurée par un indicateur économique : le PIB.
- Nous connaissons les critiques que l'on peut adresser à cet indicateur : il est indifférent à la proportion de la population qui consomme et qui produit. Il comptabilise de la même manière les productions utiles et celles qui sont toxiques. Et surtout, il ne dit strictement rien des évolutions du patrimoine naturel (qualité de l'air, de l'eau, des sols...) et de la cohésion sociale.
- Néanmoins, cette mesure de la croissance par le PIB a

un double intérêt : 1/ le PIB est corrélé à l'empreinte écologique nous en déduisons que toute décroissance de l'empreinte écologique devra être mesurée par une décroissance du PIB. 2/ Sa globalité a un sens : le jour où cette indication dépassera *encore* la capacité de soutenabilité, ce sera *encore* de la sur-croissance. *Même si* son contenu n'était que de la production souhaitable, conviviale, bonne, juste et saine, et bien il faudrait *encore* décroître économiquement pour repasser sous le plafond.

- C'est pourquoi le MOC prône explicitement une décroissance économique, celle du PIB, c'est-à-dire une croissance négative : ce qui ne va pas signifier « avancer en reculant » mais juste que le chiffre qui indiquera la croissance sera un chiffre négatif. Et au rythme de – 2%/an, cela divisera le PIB par 2 en 35 ans !

Mais alors quelle est la différence entre « décroissance » et « récession » (puisque toutes les deux peuvent être mesurées par une baisse de l'indice du PIB) ?

- La récession est une parenthèse entre la croissance et... la croissance.
- La décroissance est *une parenthèse entre la croissance et l'a-croissance*.

Reste une difficulté théorique, donc fondamentale : *Sommes-nous opposés à toute croissance ?*

1. Si cette question est une tentative pour faire revenir par la porte de derrière la croissance économique, alors oui nous sommes opposés à cette croissance et nous défendons une vision a-croissante deS sociétéS de noS rêveS , c'est-à-dire économiquement stationnaire et a-croissante Nous ne nous laissons pas abuser par l'expression de « décroissance sélective » (qui revient à défendre une « croissance sélective » et donc à nier que la « croissance » soit un « monde »).
2. Et en dehors de la « croissance » économique, y aurait-il une « bonne croissance » ? Celle des liens (et non des biens), celle de la convivialité ?
3. Nous nous demandons : Jusqu'à quel point la décolonisation de l'imaginaire est-elle possible ? Car, dans la croissance, n'y a-t-il pas toujours l'idée qu'un certain Plus est un Mieux ?
4. Jusqu'à quel point devons-nous assumer notre refus de l'illimitation, notre *goût* pour les limites ?

Quelle différence entre Décroissance et Objection de croissance ?

Parmi les « objecteurs de croissance » (OC), les « décroissants » sont ceux qui, après le constat que la croissance n'est pas la solution mais le problème, *se posent la question politique* (celle de la transition) : *Et comment fait-on pour repasser sous les plafonds de la soutenabilité écologique ?*

- A première vue, il n'y aurait là qu'une querelle de mots qui aurait du être depuis longtemps tranchée entre, d'un côté, l'élégance d'une expression-référence à la résistance des « objecteurs de conscience » et de l'autre un mot malheureux tant par son préfixe – « dé- » aurait une connotation seulement négative – que par sa racine – on en resterait encore à une définition-révérence par rapport à la « croissance ».
- Répondons d'abord qu'il y a de très beaux mots – et de très belles pratiques associées – qui commencent par ce préfixe : par exemple, je préfère « débattre » que me « battre ».
- Et même dans le négatif du « dé- » de décroissance, il y a l'idée que les décroissants savent plus facilement ce qu'il ne faudrait pas faire que ce qu'il faudrait faire. Et en effet, nous savons quel monde nous ne voulons pas/plus ; pour autant, pour les mondes que nous voulons, les expérimentations et les discussions sont ouvertes...
- Continuons en répondant à ceux qui jugent que le mot n'est ni « séduisant » ni « attractif » que le but des « décroissants » n'est peut-être ni la séduction ni l'attraction.
- Quant à lui ajouter un qualificatif « soutenable », « sereine », « conviviale », il n'y a là en fait qu'une astuce qui ne fait que reculer d'un pas la question. Car une fois ces adjectifs validés, il faut bien en venir à se demander à quoi ils se rapportent, bref reposer la question de la décroissance en tant que telle.
- C'est vers 1970, quand l'empreinte écologique tenait encore sur une seule planète, qu'il aurait peut-être été pertinent de refuser le terme de « décroissance ». Mais aujourd'hui les seuils sont largement dépassés et la question qu'il faut se poser, c'est bien celle de la transition vers une société dans laquelle il redeviendra possible de seulement objecter à la croissance. Si les « décroissants » veulent un retour en arrière, c'est celui-là : avancer vers une époque où il redeviendra sensé d'objecter.
- En attendant, il faut bien poser la question qui fâche : celle de la transition vers une société socialement juste, écologiquement responsable, humainement décente, politiquement démocratique. A condition que cette « transition » soit « volontaire », elle est la « décroissance ».
- Au niveau mondial, la décroissance signifie très clairement une réduction de l'empreinte écologique totale (l'empreinte carbone incluse).
- Dans les pays dits « riches », où l'empreinte écologique par personne est supérieure au niveau mondial acceptable, la décroissance signifie pour les plus riches une décroissance de leurs revenus, de leur niveau de vie... Il s'agit vraiment de « décarbonner » l'économie et de réaliser la décroissance de toutes les productions et de toutes les consommations qui dépassent les seuils de soutenabilité
- Et partout où domine la misère (manque du nécessaire), la décroissance signifie une décroissance des inégalités. Rien qu'en « étant » les (plus) hauts revenus, il y a déjà largement de quoi assurer un revenu décent à tous.

Sur cette question du mot de « décroissance », on peut lire le chapitre 5 du livre de Michel Lepesant, Politique(s) de la décroissance, et aussi dans la revue permanente du MAUSS :

- Alain Beitone et Marion Navarro, « Décroissance : le poids des mots, le choc des idées (1) », *Revue du MAUSS*

permanente, 8 octobre 2009 [en ligne].

<http://www.journaldumauss.net/spip.php?article555>

- La réponse de Patrice Flipo : « Décroissance : le poids des mots, le choc des idées (2) », *Revue du MAUSS permanente*, 8 octobre 2009 [en ligne].
<http://www.journaldumauss.net/spip.php?article557>
- La réponse de Serge Latouche : « La Gauche peut-elle sortir de l'économie ? À propos de « Décroissance : le poids des mots, le choc des idées » (3) », *Revue du MAUSS permanente*, 8 octobre 2009 [en ligne].
<http://www.journaldumauss.net/spip.php?article558>

Et aussi le point de vue de nos amis du MpOC belge :

http://www.objecteursdecroissance.be/articles/mpOC_Vous-avez-dit-Decroissance_aout2010.pdf

Pourquoi le MOC a-t-il ce nom alors qu'il est « décroissant » ?

Le MOC défend la « décroissance » au sens littéral de « décroissance économique », mesurée par la baisse du PIB qui sera corrélée à une baisse de l'empreinte écologique. Le MOC insiste sur la différence entre « objecteur de croissance » (celui qui ne voit plus dans la croissance une solution mais un problème) et « décroissant » (l'objecteur de croissance qui (se) pose la question de savoir *comment décroître*, comment repasser sous les plafonds de l'insoutenabilité écologique).

Mais alors pourquoi le MOC est-il le Mouvement des Objecteurs de Croissance ?

- parce que le MOC a toujours su qu'il ne fallait rien attendre de la forme « partidaire ». Le MOC n'est pas un « parti », *c'est un mouvement* « organisé » autour de textes, de rencontres, de pratiques alternatives, de participation électorale. Mais le MOC assume sa méfiance libertaire envers le Pouvoir en tant que tel (et pas seulement contre le pouvoir de l'Etat).
- pourquoi n'est-il pas alors le « mouvement des décroissants » ?
- parce que s'appeler le MOC nous permet de nous appeler les MOCqueurs et que nous trouvons cela amusant.
- parce que l'objection de croissance est notre *objectif*. Pour nous la décroissance n'est qu'une *parenthèse* que nous souhaitons la plus brève possible, sereine et démocratique.

Nous sommes sans attendre des décroissants en attendant de redevenir des objecteurs de croissance (la dernière fois que c'était historiquement possible, c'était dans les années 1970. La prochaine fois, c'est quand ?).

L'opposition croissance/décroissance est-elle un raccourci simplificateur ?

- Oui, les décroissants désirent s'émanciper des illusions et des aliénations de la religion de la croissance. Manière de ne pas distinguer entre économie, écologie, social, politique, humain : car, il serait bien « abstrait » de laisser croire que l'imaginaire de la croissance qui serait à dénoncer en économie devrait être ménagé et développé dès qu'il s'agirait du social. Concrètement, le « paradigme de la décroissance » ne peut pas être découpé en tranches.
- Maintenant la « simplification » résulte trop souvent d'une caricature : en dénonçant une croissance infinie, les décroissants ne s'apercevraient pas qu'ils risquent de prôner une décroissance vers le zéro. *Pour le MOC, la décroissance c'est d'abord la décroissance des inégalités*

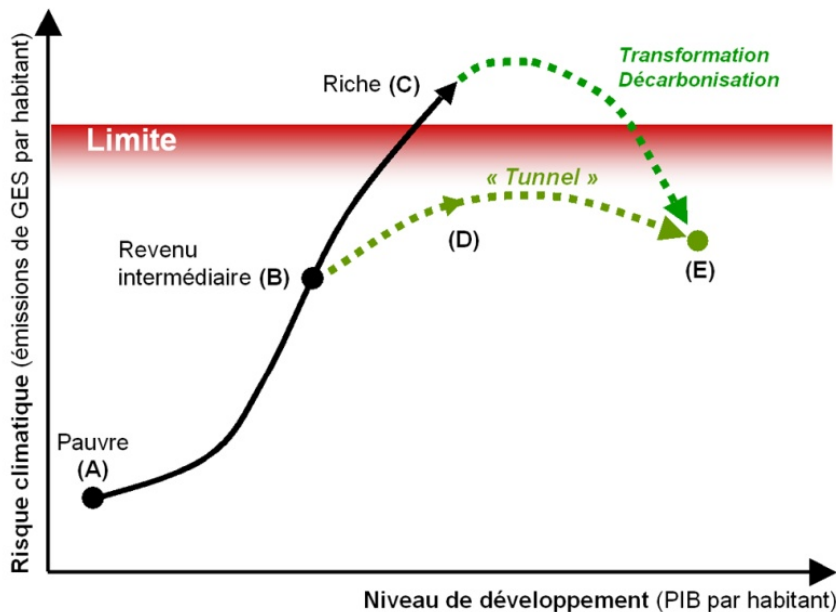
socio-économiques et de l'empreinte écologique. Or sur ces deux points, il faut une certaine mauvaise foi pour laisser croire que les décroissants seraient des « bisounours » qui rêveraient d'une société à l'empreinte écologique nulle et aux inégalités (économiques, sociales, culturelles) nulles. Une telle société serait une société sans humains. Les décroissants ne sont pas coupés du principe de réalité.

- Par-delà ces simplifications, il n'empêche que la décroissance peut bien apparaître aujourd'hui comme ce spectre qui va hanter le XXI^e siècle. Autrement dit, si l'on veut conserver un sens au projet politique de « décoloniser notre imaginaire », il faut oser assumer la transformation radicale et révolutionnaire que porte le projet politique de la décroissance.

Quelle « décroissance » pour le Sud ?

La décroissance est d'abord celle des « enrichis du Nord global ». Quant au « Sud global », une certaine croissance lui est indispensable : celle qui convergera avec notre décroissance du monde des nantis, vers un point historique d'équilibre, c'est-à-dire de justice et de soutenabilité globales.

Le « Sud global » pourrait emprunter un « tunnel de croissance ». Nous trouvons ce concept dans des travaux dont le titre explicite « Rendre plus soutenable la croissance » ne peut pas nous convenir pour une raison fondamentale : il reconduit la fiction d'un « découplage » absolu entre croissance du PIB et épuisement des « ressources ».

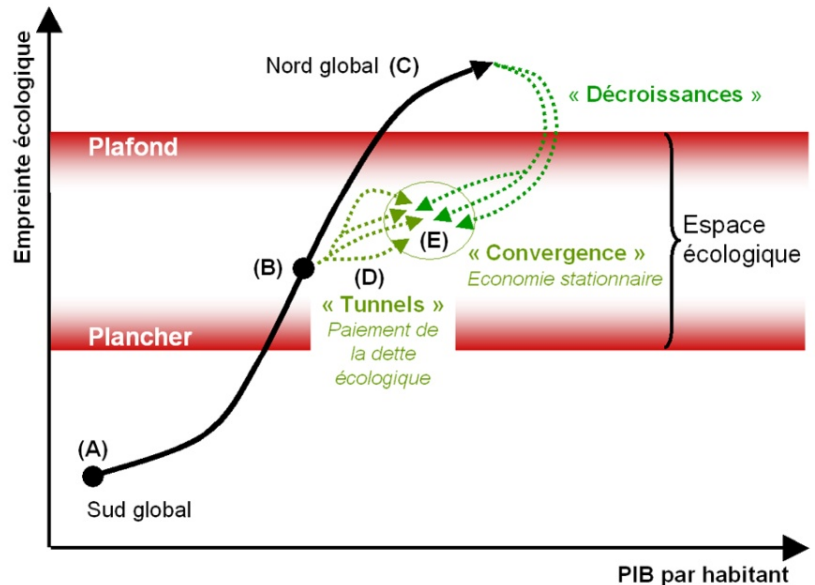


Source : M. Munasinghe (1995), « Making Growth More Sustainable », *Ecological Economics*, 15 :121-4.

C'est pourquoi, nous devons radicalement reconsidérer le schéma initial :

1. Histoire de ne pas répéter notre histoire à nous, celle de la croissance sans limite,
2. Histoire surtout qu'au moment où nous devons défendre une vision buissonnante de notre futur, il s'agit bien évidemment de ne pas continuer à présenter le Nord global comme le modèle à suivre : « à chacun son buisson » d'expérimentations.
3. Par conséquent, les décroissants acceptent parfaitement une croissance de l'empreinte écologique pour le Sud global, sans pour autant reproduire une société de

croissance : une partie de cette croissance acceptable pour le Sud global devra même être financée par le Nord Global, au nom du paiement d'une « dette écologique ».



Au niveau mondial, les décroissances – de la production comme de la consommation – signifient donc très clairement une réduction de l'empreinte écologique totale (l'empreinte carbone incluse). La corrélation PIB/empreinte écologique est solidement établie[1] et par conséquent toute proposition de type « croissance verte » ou « développement durable » relève seulement des soins palliatifs.

Les notes

1. Roefie Hueting, « Pourquoi soutenabilité écologique et croissance économique sont très vraisemblablement incompatibles », in La décroissance économique, ouvrage collectif dirigé par Baptiste Mylondo, Editions du Croquant, 2009, pages 33-44. D'une façon plus particulière, les 10 % les plus riches ont la plus grosse empreinte écologique : <http://www.policyalternatives.ca/newsroom/news-releases/richest-10-create-bigger-ecological-footprint> [►]

Les sources de la décroissance

L'oubli de la « source politique » parmi les sources de la décroissance

Nous faisons l'hypothèse que l'oubli de la source politique parmi les sources de la décroissance a contribué à l'occultation de la question politique du trajet (et l'une de ses conséquences, c'est la confusion entretenue entre « objection de croissance » et « décroissance » → l'objection de croissance, c'est l'objectif alors que la décroissance c'est le moyen, la transition, une parenthèse). En effet, il est « classique » de distinguer *grosso modo* deux sources principales de la décroissance.

1. Une source « culturaliste » qui regroupe les sources anti-consumériste (Ivan Illich), anti-utilitariste (Serge Latouche) et anthropologiques (de l'écologie intérieure à la simplicité volontaire).
2. Une source « naturaliste » qui regroupe les sources écologistes (de la défense de l'environnement à l'anti-extractivisme) et la source bio-économique (Nicholas Georgescu-Roegen). Certes.

Mais cet inventaire oublie que beaucoup de décroissants se

définissent tels parce qu'ils sont d'abord impliqués dans des formes alternatives et concrètes[1] de vie qui trouvent une filiation dans le socialisme utopique, c'est-à-dire dans le socialisme qui refusera le socialisme scientiste, travailliste et productiviste de Marx et de Engels et qui choisira d'emblée d'explorer la voie de l'Association, par les coopératives, les mutuelles, les associations. Cette voie a toute une tradition d'expérimentations minoritaires : « colonies » d'Owen, phalanges de Fourier, Icarie de Cabet, Familistère de Godin, naturiens de la fin du 19e siècle, mouvement « hippie » des années 70 et aujourd'hui les « alternatives concrètes ».

Par conséquent, pour penser et agir la transition par la décroissance, les trois sources ont chacune leur apport qu'il s'agit de croiser sans les opposer.

1. La source « culturaliste » alimente une critique de la société de consommation : une croissance infinie dans un monde fini est *absurde*. De ce point de vue, la croissance n'est pas souhaitable et produit une société de frustration, faussement motivée par la publicité...
2. La source « naturaliste » alimente une critique de la société de production : une croissance infinie dans un monde fini est *impossible*. De ce point de vue, la croissance n'est pas soutenable et produit une société d'exploitation et de domination, autour de la valeur-Travail et de l'Argent..
3. La source « politique » alimente une critique généraliste de « l'organisation sociale » en tant que telle. Une croissance infinie dans un monde fini n'est *ni juste ni décente*. La force politique de cette source, c'est qu'elle s'appuie davantage sur l'argument « du quand bien même » que sur des arguments « de la nécessité » [2]. *Quand bien même* la nature offrirait des « ressources » infinies et inépuisables, *quand bien même* nous disposerions de richesses sans limites, et bien nous ne trouverions aucun avantage à l'actuelle organisation sociale basée sur la compétition, la rivalité, l'égoïsme, la guerre de chacun contre chacun. Nous désirons tout au contraire une société organisée par ces vertus humaines que sont la coopération, l'amitié, la générosité, la confiance, la bienveillance, la sobriété.

Les notes

1. Ainsi dans l'article consacré à la décroissance de l'*Encyclopaedia Universalis*, Fabrice Flipo ne fait-il l'inventaire que des « sources théoriques ». Ce qui, du coup, l'autorise à alterner avec régularité les expressions de « décroissance » et « objection de croissance ». [►]
2. C'est cette source politique qui d'un côté rejette les critiques traditionnelles des économistes de gauche selon laquelle les décroissants auraient toujours oublié la « question sociale » et d'un autre côté justifie plus qu'une méfiance vis à vis de toutes ces formations de la gauche de la gauche qui en sont toujours à attendre le Grand soir des contradictions du capitalisme. [►]

Le socialisme utopique

Le socialisme naît au 19ème siècle d'une problématique qui fait particulièrement écho aujourd'hui pour la décroissance : celle du lien. Car dans le but de garantir les libertés individuelles de l'homme et du citoyen, la Révolution française de 1789 – en particulier par la loi Le Chapelier – a interdit tout ce qui pourrait s'intercaler entre l'Etat et l'individu. Il ne doit plus exister de « corps intermédiaires » : l'intérêt est soit général, et c'est celui de la Nation, soit particulier, et c'est celui de l'individu. Or dans un tel vide, la « question sociale », celle de la misère et de l'exploitation ouvrière qui naît de la révolution industrielle, ne peut se

satisfaire d'une réponse individualiste : les termes de « socialisme » ou de « collectisme » sont d'abord inventés pour faire antithèse radicale à l'individualisme. La question du socialisme naissant est bien : comment faire lien entre individus désormais déclarés libres et égaux sans revenir à la solution de l'ancien régime, celui de la hiérarchie ?

La solution du « socialisme » est celle de la « solidarité » (c'est le même [Pierre Leroux](#) qui est l'inventeur des deux termes), à ne confondre ni avec la charité chrétienne ni avec la fraternité de la République, et encore moins avec la « sympathie » naturelle des libéraux. Cette solidarité, il s'agit de l'inventer et de la consolider : que chacun, dès qu'il reconnaît et s'acquitte de sa part à la « dette commune », puisse ensuite s'organiser en associations coopératives ou mutualistes. Le socialisme du 19ème siècle est celui de l'Association : « L'on saura bientôt dans toute l'Europe que c'est dans l'association autour des instruments de travail qu'est la véritable société humaine, celle qui solidarise tous les hommes en les rendant libres », déclarait Pierre Leroux en septembre 1850.

- « Association du capital, du travail et du talent dans le Phalanstère selon Fourier.
- Communauté égalitaire des biens dans l'Icarie de Cabet.
- Coopératives ouvrières de production selon Buchez.
- Ateliers sociaux selon Louis Blanc.
- Socialisme d'Etat de Constantin Pecqueur ou de François Vidal.
- Réforme du crédit selon Proudhon.

En quoi la décroissance hérite-t-elle plus particulièrement du « socialisme utopique » ? Expression construite par Friedrich Engels par opposition au « socialisme réel », pour évoquer les « trois grands utopistes : Saint-Simon... Fourier et Owen » qui croyaient qu'il suffirait « d'inventer un nouveau système plus parfait de régime social et de l'octroyer de l'extérieur de la société, par la propagande et, si possible, par l'exemple d'expériences modèles ». L'exemplarité et l'essaimage sont-ils les conditions suffisantes de la « révolution lente » ? Suffit-il d'une myriade d'expériences alternatives pour provoquer le renversement inéluctable du capitalisme ?

- Pour les décroissants, emprunter le trajet de la masse critique, c'est sortir de l'alternative entre « la rue ou les urnes » pour ajouter une autre voie, celle du Faire. La transition, surtout si elle veut plus reconstruire la démocratie que la rejeter, devra passer par le Faire des alternatives concrètes, dans toutes les dimensions du bien-vivre ensemble : habiter, manger, échanger, éduquer, se déplacer, s'activer, produire, œuvrer, cultiver, se cultiver, se reposer, voyager...
- C'est ce passage par le Faire qui est lentement révolutionnaire. « En face », le capitalisme a bien compris qu'il doit assurer sa propagande perpétuelle par des dispositifs de « cerveaux disponibles ». Sortir du capitalisme, par une rupture lente et résolue c'est construire toutes ces situations du *buon vivir* ensemble et autrement dans lesquelles le Faire permet à chacun de pratiquer concrètement des valeurs qui rendent possible une prise de conscience : la « décolonisation de l'imaginaire » n'est pas une prise de conscience mais d'abord un Faire.
- Il s'agit donc bien, « sans délai, sans attendre, sans illusion » de mettre en place tous les dispositifs possibles qui pratiquent déjà le « nouveau paradigme ». Ce sont les alternatives concrètes qui sont la condition préalable de toute prise future de conscience : elles ne s'opposent pas à la société, elles sont la société ; le

capitalisme n'est pas en crise, il est la crise. Adopter une stratégie de masse critique, c'est créer les situations qui seront les contextes qui favoriseront nos préférences pour la coopération plutôt que la compétition, le partage plutôt que le quant-à-soi, la reconnaissance plutôt que le mépris, la lenteur plutôt que la précipitation, le plaisir plutôt que la jouissance, l'entraide et l'amitié plutôt que l'égoïsme et la rivalité de chacun contre chacun, etc.

Karl Polanyi, une critique non marxiste de la marchandisation du monde

Nous devons avoir l'audace d'imaginer/rêver une organisation sociale libérée de l'économie : *démarchandiser la nature, la monnaie et l'activité sociale*.

« L'analyse économique résulte... de l'application de l'économie formelle.. au système marchand... Tous les biens et services, y compris l'utilisation de la main-d'œuvre, de la terre et du capital, peuvent être achetés sur les marchés et ont donc un prix ; toutes les formes de revenu découlent de la vente des biens et services ; les salaires, la rente et l'intérêt apparaissent alors comme des types différents de prix selon les articles vendus »[1]. Sortir de l'économie = se libérer de l'économie = libérer le social (la société) et l'écologie (la nature) = remettre l'économie à sa place = sortir de l'économie de marché auto-régulateur, basé sur la marchandisation des 3 piliers de la vie sociale (transformés en marchandises fictives) :

1. le travail → activité sociale réduite à l'activité marchande.
2. la terre → la nature réduite aux terrains à vendre/acheter.
3. l'argent → la monnaie réduite à sa fonction fabuleuse de facilitatrice des échanges : c'est l'illusion catallactique[2].

En tant que « décroissant », il n'est pas inacceptable de penser à revenir à la bifurcation :

1. Avancer de la propriété privée et de la valeur d'échange au bien commun et à la valeur d'usage (*pour une communauté des biens publics* et en particulier de ce bien public vécu qu'est la Société en tant que telle).
2. Avancer de l'argent à la monnaie (*pour une mutualisation monétaire des dettes*).
3. Avancer du Travail (salarié en particulier) à l'activité sociale (*pour une indivision sociale du travail*).

Les notes

1. Karl Polanyi, « L'économie en tant que procès institutionnalisé » (1957) dans *Essais* de Karl Polanyi, Seuil (2002), page 56. [►]
2. catallaxie : ordre spontané obtenu par les échanges sur un marché selon Hayek [►]
3. Karl Polanyi. La Grande transformation. Gallimard, 1983, 476 pages.

Le MOC comme « mouvement politique »

Les décroissants sont-ils de gauche ?

- *Historiquement*, les décroissants le 11 septembre 1789 se seraient rangés à gauche du président de séance de l'Assemblée nationale pour refuser d'accorder au roi un droit de veto absolu sur les lois.
- *Economiquement et socialement*, nous nous posons les mêmes problèmes que ceux que la gauche devrait se poser. Et comme nous considérons que la politique est le lieu où nous devrions décider ensemble de nos

décisions, nous défendons un volontarisme politique ; par exemple, aucune injustice sociale n'est « naturelle » et par conséquent la justice sociale non plus n'est pas naturelle mais est affaire de volonté.

- Mais nous ne sommes pas/plus dans le même paradigme que « La Gauche » : à cause de notre *antiproductivisme*, de notre *antilibéralisme*, de notre *anti-utilitarisme* (nous ne réduisons pas l'intérêt à l'intérêt économique), de notre *anticonsumérisme*.
- Au début du XXe siècle, le philosophe Alain raconte que s'il rencontre quelqu'un qui « ne fait pas de politique » alors il ne peut s'empêcher de penser : « voilà quelqu'un qui n'est pas de gauche ». Eh bien, les décroissants font de la politique et chacun peut en déduire : « voilà des gens qui ne sont pas de droite ! ».

Rajoutons encore deux raisons pour être « à gauche » :

1. Au sens le plus large, « être de gauche » peut signifier « analyser et juger le point de vue des dominés, des exploités et des aliénés ». C'est aussi notre *point de vue*.
2. Enfin ! même si nous savons que la gauche ne procure que déceptions (ce qui *a contrario* signifie bien une *attente*, un *espoir*) et qu'il existe une décroissance de droite[1] comment confondre les combats traditionnellement menés par la droite et ceux menés par la gauche ?

Et pourtant :

- Nous avons lu les ouvrages de Jean-Claude Michéa, en particulier quand il rappelle que la « gauche » n'a été inventée que pour la coalition dreyfusarde et que le socialisme n'en était qu'une composante.
- Par conséquent, nous sommes plus « socialistes » que « à gauche ».

Bref: les décroissants sont souvent avec la gauche (de la gauche). Nous partageons avec eux leur anticapitalisme et nous souhaitons qu'ils partagent notre antiproductivisme. → Serge Latouche, *La décroissance comme projet politique de gauche* : [clic](#).

Les notes

1. *Notre décroissance n'est pas de droite*, [ouvrage collectif](#) coordonné par Michel Lepesant, Goloias, 2012. [►]

Les décroissants sont-ils des écologistes benêts ?

- Très bien de ne pas être un « écologiste benêt » ; mais encore faudrait-il déjà être un « écologiste ». Car sinon, cela donne à entendre que tous les écologistes seraient des « benêts ». D'autant que s'il est *nécessaire* d'être « écologiste », cela ne signifie pas que c'est *suffisant* : évidemment !
- Pour ne pas être un « écologiste benêt », alors il faut avoir l'audace d'être un « écologiste radical », c'est-à-dire oser aller « au fond des choses » : 1/ aller à la racine, 2/ assumer les racines (de la tradition et d'un certain conservatisme) 3/ dans le système racinaire, avoir un goût pour le rhizome.
- Le « fond des choses », en politique, c'est *la question du pouvoir*. Plus exactement, sa concentration aux mains des élites (finance, politique, média, industrie). A la source de cette concentration, on trouve l'instauration du « système » de l'économie de marché – avec l'économie de croissance qui en est résultée – et l'introduction parallèle de la « démocratie »

- représentative ».
- Faire de la conquête du pouvoir un préalable du changement de la société, c'est répéter les erreurs historiques communes au « socialisme réel » et à la « social-démocratie ». Après les « déçus de la gauche », les futurs « déçus de l'Autre gauche » ? Peut-on faire autrement ? Peut-on changer la société sans prise préalable de pouvoir (de l'Etat, dans les régions, etc.) ?
 - C'est pourquoi les décroissants proposent une « véritable stratégie de transition », c'est-à-dire une critique cohérente et anti-systémique du capitalisme, en combinant les expériences des alternatives concrètes et des contre-pouvoirs dans les luttes sociales avec un projet de société, sans dédaigner la visibilité électorale : bref, de quoi commencer sans attendre non pas seulement une « contre-offensive » mais une sortie définitive du capitalisme

Pourquoi le MOC préfère-t-il railler l'Unité des « forces » de gauche que de s'y rallier ?

- Parce que cette « unité », l'unité de la gauche (de la gauche) comme but en soi de toute démarche électorale, n'est qu'une tactique politique/politicienne alors que les décroissants, même quand ils se présentent à des élections, adoptent une visibilité non électoraliste ; parce que cette « unité » fait passer les tactiques de la politique (la conquête du pouvoir) avant la stratégie du politique (la sortie du capitalisme).
- Parce qu'une victoire de l'autre gauche ne ferait que répéter les deux étapes que la Gauche historique a toujours empruntées : la conquête du pouvoir pour changer la société.... On ne peut attendre et craindre de toute tentative d'unité que de nouveaux déçus : après ceux de La Gauche, ceux de l'Autre Gauche ?
- Parce que notre « stratégie de la transformation » rompt avec la recherche du minimum dénominateur commun : et que nous préférons parler « chaîne d'équivalence » (la convergence de tous les mouvements de résistances), « principe d'horizon » (se donner immédiatement des « buts » qui ne sont pas des « bouts » du chemin, pour les entreprendre sans tarder et, une fois atteints, en viser aussitôt d'autres, sans arrêt...).

Plus fondamentalement, le MOC défend une *démocratie des minoritaires* :

1. droit à l'expérimentation sociale minoritaire → par les alternatives concrètes.
2. droit au maintien d'une position minoritaire même au sein d'une convergence → notre radicalité doit être reconnue et discutée en tant que telle.
3. en cas d'une « victoire électorale » et donc d'une présence à un exécutif → pas de solidarité de cogestion mais un contrôle au coup par coup du respect des engagements.

Les décroissants évacuent-ils la question des luttes, en particulier la lutte des classes ?

Chacun sait comment débute le premier chapitre du *Manifeste du parti communiste* : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. » Pourtant, pour les libéraux, le temps d'aujourd'hui est celui de « la fin de l'histoire ». Pourquoi ? Parce que les riches remportent la victoire. « *There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning* », peut directement affirmer Warren Buffett, en novembre 2006 : « *Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène*

la lutte. Et nous sommes en train de gagner. » Que faire ? Revenir à une conception matérialiste de l'histoire, oublier qu'une telle conception de l'histoire repose sur une intégration de la nature dans l'Histoire et que c'est bien cette objectivation de la Nature qui fonde le productivisme ? Mais si nous refusons ainsi le « futurisme » marxiste, est-ce pour adopter la position symétrique du « passéisme », comme souvent d'ailleurs le reproche en est fait aux décroissants ?

1. Nous ne devons pas céder à une conception individualiste de l'insurrection des consciences : de ce point de vue, nous pensons que les décroissants devraient être encore marxistes et accepter que la conscience ne surgisse pas vierge de ses conditions matérielles : « *Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience.* »^[1] L'appel à la conscience, à notre humanité, ne peut faire abstraction des conditions matérielles qui ne déterminent pas mécaniquement notre conscience et notre humanité mais qui les limitent, les déforment et les détournent (fausse conscience).
2. Nous faisons quelquefois preuve d'une (trop) grande naïveté politique quand nous mettons à ce point en avant des réformes individuelles de comportement – les « écogestes », les recyclages -, en renvoyant ainsi la responsabilité du côté des individus, en faisant passer au second plan les mécanismes économiques de la production et de la consommation, les rapports de production et de consommation.

Il ne faut donc pas évacuer la question des luttes.

Il est vrai que Le MOC a quelques réserves envers les luttes CONTRE : comment s'empêcher de s'apercevoir que la défense de l'emploi salarié est trop souvent une défense du... salariat ?

- C'est pourquoi nous défendons une autre pratique des luttes car nous sommes convaincus qu'une lutte doit toujours être aussi un « laboratoire », l'occasion pour les exploités de ne pas seulement augmenter leur niveau de conscience et d'indignation mais aussi d'explorer, d'expérimenter déjà d'autres formes de solidarité, de production, de répartition, de prise de décision. Pour les décroissantEs, les luttes doivent être des occasions de commencer sans attendre des pratiques antiproductivistes.
- Nous connaissons la critique moralisatrice qui nous est adressée : nous risquons de désespérer Billancourt. Mais depuis le temps, qui ne s'est pas rendu compte que ce culte de « la lutte » reste prisonnier d'une conception productiviste, celle qui glorifie encore le travail. Ne serait-il pas temps de passer à une conception antiproductiviste des luttes ?
- Pour notre stratégie électorale : là aussi nous n'avons plus beaucoup d'illusion sur une stratégie qui supposerait une prise préalable du pouvoir ; nous défendons, plutôt qu'une stratégie de *renversement* par la prise majoritaire du pouvoir, une stratégie de *basculement* par l'impulsion minoritaire d'une masse critique.

Les notes

1. Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, Editions sociales, Paris, 1982, p. 51. [►]

Le MOC est-il anticapitaliste ?

Le MOC est anticapitaliste *parce qu'il est antiproductiviste.*

- Ce n'est pas la seule illimitation du Capital que nous combattons, c'est l'illimitation en tant que telle.

- Surtout, nous faisons attention que la critique de l'illimitation du capital ne fasse pas l'impasse sur les limites des « ressources » naturelles.
- Non pas pour s'en désoler mais au contraire pour s'y installer : *même si* la nature était infinie, nous ne voyons aucune raison pour l'épuiser.
- Les décroissants – parce qu'ils sont écologistes – pensent que les qualités dont nous avons besoin pour respecter la nature sont les mêmes que celles dont nous avons besoin pour vivre ensemble.

C'est avec ces conditions que nous défendons *une stratégie politique de convergence antiproductiviste* avec les anticapitalistes, les écosocialistes, les écologistes radicaux...

Le MOC et les autres décroissants

La simplicité volontaire et l'insurrection des consciences sont-elles primordiales ?

C'est au Québec que la décroissance se définit avant tout par la simplicité volontaire et en France, c'est le mouvement des Colibris et du MAPIC (autour de la figure de Pierre Rabhi) qui porte ce thème de « l'insurrection des consciences ». La position du MOC est claire : la *seule* insurrection des consciences et la *seule* simplicité volontaire ne sont pas *politiquement* suffisantes.

1. Au mieux, ce sont des impasses politiques.
2. Mais malheureusement, le temps passé à s'en apercevoir n'aura fait que renforcer le système qu'elles désirent voir disparaître. Ces mouvements politiques « non-conventionnels » portent donc une responsabilité politique majeure.

La critique du MOC porte sur le fait de croire que *seule* cette insurrection des consciences suffirait à transformer le monde, que le changement politique *serait d'abord* un changement individuel.

- De telles positions non seulement ne semblent pas avoir pris la mesure que le capitalisme propose précisément un individualisme généralisé et que ce n'est certainement pas la variante *cool* qui permettrait en quoi que ce soit de s'en sortir mais aussi elles semblent partager avec le libéralisme le plus répandu l'illusion qu'une société ne résulte que de la juxtaposition d'individus.
- Toute compétition, par un darwinisme social plus ou moins bien réfléchi, présuppose des compétiteurs isolés et juxtaposés. Autrement dit, loin de toute considération éco-systémique qui suppose plutôt la coopération que la compétition, mettre en préalable des individus juxtaposés finit toujours par aboutir à la légitimation d'une sorte de compétition.
- Si donc les décroissants veulent réellement rêver une société fondée sur le partage, il va falloir qu'ils approfondissent davantage le « lâcher-prise de soi » (surtout s'ils affirment que le changement personnel est un préalable à tout changement politique).

Ces critiques politiques ne signifient pas du tout un rejet de la simplicité volontaire, tout au contraire :

- Le MOC refuse la misère (le manque du « nécessaire » – que le MOC défend de façon très étendue en n'oubliant pas les besoins de haute nécessité) mais aussi la richesse (animée par le goût du gain, la rivalité et une définition de la liberté non pas comme autonomie mais comme dépassement sans fin de toutes limites → dans ce cas, seule une liberté pourrait venir limiter une autre liberté et cette rencontre s'appelle la concurrence « libre et non

faussée ») → la MOC défend une « pauvreté volontaire », la sobriété volontaire (la « pauvreté » est l'absence du superflu. De plus en plus difficile de limiter l'extension de ce superflu !).

- C'est caricaturer la simplicité volontaire que de la réduire à un repli individualiste. Car cette simplicité volontaire n'est pas une invention moderne, mais seulement la sagesse dont savaient faire preuve les anciens qui vivaient et respectaient leur appartenance à une communauté : par exemple, ce que George Orwell nomme la « décence ordinaire » n'est vraiment pas un individualisme « bobo » ou « baba » !

Personnellement, chaque MOCqueur a besoin de cette simplicité volontaire pour alimenter le moteur de sa mobilisation. Comment sinon, devant les échecs répétés de toute convergence, conserver quelque dynamisme expérimental ? Mais le carburant (la simplicité volontaire) d'un mouvement ne peut pas déterminer l'objectif !

Le MOC et les groupuscules politiques décroissants

Le MOC est l'un de ces groupuscules. Certes, il est particulièrement « actif » → rencontres, publications, apports théoriques fondamentaux, implications dans les réseaux alternatifs.

La situation actuellement groupusculaire des partisans de la décroissance résulte en partie des réticences/attermoissements politiques des « théoriciens » de la décroissance :

- **Serge Latouche** assume le positionnement à gauche de la décroissance mais sa méfiance légitime envers la forme partidaire l'empêche de soutenir davantage la forme « mouvement ».
- **Paul Ariès**, englué dans une polémique trop souvent caricaturale envers une décroissance « bigote et austère » en vient à perdre la vitalité du « mot-obus » pour des « slogans » plus consensuels tels que *buen vivir* et autres gourmandises buissonnières. Du coup, le MOC a beaucoup de mal à le suivre dans ses prises de positions : OK pour une gauche antiproductiviste mais comment espérer la construire au sein d'une coalition du lapin productiviste et pro-nucléaire (le PCF, pour être explicite) et de la carpe parfois antiproductiviste ?
- **Vincent Cheynet**, et la ligne politique du Journal qu'il anime, défend une décroissance au sens économique. Mais politiquement, ses critiques des « alternatives concrètes » portées par le MOC (les monnaies locales, le revenu inconditionnel par exemple) sont trop caricaturales pour permettre cette « paix positive » qu'il défend pourtant.
- **François Schneider** approfondit de façon passionnante l'articulation entre décroissance pratique (c'est l'expérience de **Can Decreix**) et décroissance théorique (c'est le travail de **Recherche&Décroissance**) mais la question de l'apparition de la décroissance dans le champ politique est malheureusement trop négligée.
- Quant aux **autres théoriciens** de la décroissance, nous lisons leurs livres. Ils sont souvent passionnants mais comment s'empêcher de se demander pourquoi nous ne croisons jamais leurs routes dans les luttes et les réseaux d'alternatives concrètes ?

Et le PPLD ?

- Commençons par rappeler que MOC et PPLD coopèrent depuis des années. Mieux que cela, le MOC (en tant que tel) est né pour permettre aux décroissants de faire aux

Européennes de 2009 leur première apparition politique nationale.

- Il existe aujourd'hui une association politique commune (avec association de financement) qui nous permet d'aller ensemble à diverses élections : avec site commun, financement commun, programme commun...
- Au sein de l'Association DEs Rencontres de l'Objection de Croissance (AderOC), membres du MOC et du PPLD jouent leurs rôles.

Toutefois :

- Le MOC ne cache pas son « irritation » devant les « réticences » du PPLD à sortir de la seule critique de société de consommation. Leur « antiproductivisme » est encore balbutiant (mais, ça y est, ils acceptent de rencontrer les partenaires d'une éventuelle convergence antiproductiviste, le NPA, le PG...) et leur réflexions sur ce que serait une « organisation sociale » sont hétéroclites (de la décroissance autogestionnaire de l'un au tout gratuité d'autres...).
- Le MOC n'apprécie pas non plus la vision que le PPLD présente de la généalogie politique de la décroissance. Le rôle central que le PPLD s'auto-accorde devrait, selon nous, être... révisé.
- Le MOC enfin ne comprend pas très bien les oscillations permanentes du PPLD entre une affirmation souvent identitaire de la décroissance (qui les porte à mettre une Majuscule au mot et à refuser des convergences avec la gauche de la gauche de la gauche) et le refus de positions radicales (donc clivantes) au nom d'une recherche molle de consensus présentée comme démarche « complémentaire ».
- Le MOC défend au contraire dans une stratégie de convergence antiproductiviste une vision, non pas identitaire, mais identifiante et clivante de ses positions : conformément à notre plaidoyer pour une « démocratie des minoritaires ».

Faire(s) de la politique

Les 3 pieds politiques de la décroissance sont nécessaires, mais aucun n'est suffisant

1. Pied des alternatives concrètes.
2. Pied de la visibilité politique (tant dans la rue que dans les urnes).
3. Pied du projet (critiquer le capitalisme sans répéter les illusions des critiques classiques du capitalisme).

Cette « théorie des 3 pieds » est l'apport théorique majeur de Michel Lepasant au MOC.

- Michel Lepasant, *Politique(s) de la décroissance*, Utopia, 2013, chapitre 12 → « *Les trois pieds politiques de la décroissance* ne constituent aucune tentative de proposer une théorie systématique des faire(s) de la décroissance. Nous nous sommes rendu compte que l'oubli de l'un des trois pieds déséquilibre nos justifications. Car c'est bien d'équilibre qu'il s'agit, pas de développement ou de « marche en avant », surtout à cloche-pied. »
- *Quels sont les besoins politiques de la décroissance ?* Une [contribution](#) de Michel Lepasant au n°8 des Z'IndignéEs.
- *A quoi bon être décroissant à l'ère de l'anthropocène ?* Une [intervention](#) de Michel Lepasant dans le cadre des *Entretiens de l'anthropocène* à l'EHESS en 2013.

Les décroissants sont-ils aussi à l'aise dans chacun des trois pieds politiques ?

- Ne nous cachons pas que non. La force des décroissants ce sont leurs idées et leurs initiatives alternatives pour commencer sans attendre la sortie du capitalisme : le pied des expérimentations concrètes, des contre-pouvoirs, des uto-pistes. Mais le « faire » de ces expérimentations ne doit jamais justifier un sacrifice ou un abandon de la question du « savoir » – dans le projet –, et de la question du « pouvoir » – dans la visibilité ?
- Faudrait-il abandonner le pied des manifestations publiques, celui des votes, des pétitions, des grèves ?
- Non, même s'il s'agirait de dresser sans tarder un bilan de leurs usages et de leurs mésusages. Manière de faire apparaître un « militant-chercheur » plutôt qu'un « militant-agenda » – le mardi soir, c'est « syndicat » ou « SEL » –, ou qu'un « militant-mirador » – le découvreur pataphysique de la lutte finale : abolition de la monnaie, des profits, de la propriété, grève générale...
- Non, parce qu'il est le pied de la visibilité et des débats. Et surtout n'oublions pas que l'une des ambitions des décroissants est la repolitisation non seulement de l'écologie et de l'économie mais aussi de la politique elle-même ; or, lors des élections auxquelles nous participons, nombreux sont ceux qui voient dans la présence de la décroissance dans le débat électoral une belle occasion de revenir à la politique (potentiellement des déçus de la politique, de la Gauche et bientôt de l'autre gauche).
- Reprocher aux décroissants de se compromettre dans les élections, c'est finalement ne pas avoir compris le « [trajet de l'escargot](#) ». Seuls ceux qui en sont encore à croire que toute stratégie de sortie du capitalisme doit passer par la conquête préalable du pouvoir avant de changer la société peuvent nous adresser un tel reproche (→ d'aller aux élections pour aller à la conquête du pouvoir). C'est pourquoi, au sein de notre stratégie, nous voulons d'abord changer la société, sans attendre un pouvoir (d'Etat) dont la possession au sein d'une majorité serait contre-productive.

Il faudrait rajouter que c'est le pied du « travail du projet » qui est le plus hardi : parce qu'il est théorique, parce qu'il suppose des distinctions qui peuvent en rebuter certains.

Surtout parce qu'il doit affronter un obstacle assez difficile à dénoncer : celui provoqué par certains de nos « partisans », à savoir leur propre auto-conception de la décroissance :

1. C'est là que le capitalisme dispose de l'une de ses ruses les plus habiles → Pour établir son emprise collective, le capitalisme a besoin d'individus juxtaposés.
2. Le capitalisme repose sur le « paradoxe de Robinson » : laisser croire que l'existence (de chaque individu) précède la co-existence (au sein d'un collectif) → Sur cette question, les travaux de François Flahaut sont fondamentaux (*Le paradoxe de Robinson. Capitalisme et société*. Mille et une nuits, 2005).
3. Pour cela, le capitalisme a besoin d'individus qui s'auto-définissent par leur liberté individuelle – en particulier la capacité que chaque individu aurait à penser le monde *à partir de lui-même*, comme s'il en était le souverain → Sur cette question, ce sont les travaux de Norbert Elias qui sont fondamentaux, en particulier *Société et Individus*, mais aussi tous les travaux sur l'individualisme moderne (à partir évidemment de la critique de Tocqueville).
4. C'est ainsi que le capitalisme dispose de toute une armée

(mexicaine) de critiques du capitalisme et de bricoleurs idéologiques dont l'impuissance politique à réellement changer le Faire et le Penser s'exerce principalement à l'encontre de tout théoricien un tant soit peu systémique, radical et précis.

5. Quand chacun croit qu'il peut faire table rase des réflexions des autres, alors le capitalisme dispose des meilleurs collaborateurs qui soient, dans le camp même de ceux qui prétendent le critiquer.
6. Une facette de cette ruse individualiste consiste à ne laisser s'exprimer du coup que les consensus les plus aptes à flatter les vellétés de changement, par conséquent les moins dangereuses politiquement.
7. La production généralisée de mal-être est aussi une facette de cette ruse : car ainsi, même l'individu le plus critique contre l'empire de l'Avoir en vient à devoir s'occuper en priorité de sa propre personne. Et c'est ainsi que les techniques du développement personnel sont – conformément aux techniques de soumission volontaire par *engagement* – les plus efficaces soutiens pour réduire toute relation sociale à une relation psychologique.

Face à ce fléau de l'individualisme en milieu « militant », le MOC propose un « **Ceci n'est pas un règlement intérieur** » qui liste de façon ironique un certain nombre de « commandements » → pour inviter à une décroissance de l'empreinte égo-logique.

Les alternatives concrètes

Qu'est-ce qu'une alternative « concrète » ?

En revendiquant l'héritage du socialisme utopique, le MOC choisit la voie du *basculement* plutôt que celle du *renversement*. **Tant qu'**une nouvelle hégémonie idéologique sera absente, le MOC défendra avant tout l'engagement de chacun dans des projets collectifs d'expérimentation minoritaires autour de trois objectifs : sobriété, proximité et autonomie.

Le MOC défend l'idée que :

1. cette future hégémonie ne pourra que résulter de la complémentarité entre pratiques concrètes, théorisations radicales et apparitions politiques minoritaires (les 3 pieds).
2. c'est toujours le Faire qui doit alimenter le Réfléchir (la théorie) et l'Agir (la visibilité politique).

C'est pourquoi le MOC multiplie depuis quelques années les néologismes pour nommer ces alternatives concrètes : utopistes, eSpérimentations, élaboratoires...

Définition générale : une alternative sera concrète quand, au sens le plus littéral, *elle ne fait abstraction ni du monde qu'elle critique ni du monde qu'elle esquisse*. Par exemple, une monnaie locale impulsée par un conseil général n'est pas une « alternative concrète » ; au contraire, une monnaie locale impulsée par un groupe de citoyens qui veulent se réapproprier l'usage de la monnaie, si. Le champ des « alternatives concrètes » couvre les besoins humains essentiels, de « haute nécessité » : alimentation, logement, santé, éducation, culture, toutes ces interdépendances qui conditionnent une autonomie généralisée de la vie...

Que serait une « alternative abstraite » ? Ce serait une tentative d'alternative qui n'aurait pas pris la mesure que la croissance est un monde et qui pourrait croire, par une sorte de naïveté pointilliste, que son initiative *préfigure* déjà le nouveau monde. Malheureusement beaucoup d'alternatives en restent à ce niveau d'abstraction en se nourrissant de diverses fariboles propres à leur faire supporter le probable

échec de leur idéal de transformation : on peut penser aux diversions de l'ESS (la chimère d'un marché du sous-emploi et d'un sous-service public), aux postures de la sécession, aux fables de l'essaimage ou de l'insurrection qui frémit...

Les décroissants aiment-ils donc tant l'argent qu'ils s'occupent de monnaie locale ?

En tant qu'alternative concrète, un projet de monnaie locale complémentaire (MLC) n'échappe pas à deux postures critiques :

- Celle des puristes, pas toujours intégristes et souvent plein d'une bonne volonté nourrie de réflexions abstraites, qui se bouchent le nez dès qu'ils entendent parler d'argent et qui restent sourds à la moindre tentative pour leur expliquer qu'il serait peut-être pertinent de ne pas reprendre le discours dominant selon lequel il n'y aurait que l'argent. Pour eux, les MLC ne sont que de l'argent et comme ils sont contre l'argent alors...
- Celle des larrons, pas toujours cyniques et souvent d'une bonne foi désarmante, qui saisissent l'occasion du mouvement citoyen en faveur des MLC pour se le ré-approprier avec la force et la puissance des moyens financiers et techniques que leur permet leur connivence avec les institutions territoriales ou les fondations de grands groupes. Pour eux, les MLC ne sont que des outils pour redynamiser l'économie locale, et pour cela ils sont tout à fait prêts à en accepter les alibis éthique et écologique.

Le MOC défend une idée simple : maintenir en tant que décroissants tout notre intérêt politique pour cette eSpérimentation, à la fois expérimentation et espérance, des MLC. Cette confiance repose sur :

- Un *constat*: les retours d'expérience montrent que, passés les enthousiasmes des débuts qui rameutent les plus convaincus des multi-cartes associatifs locaux et aussi les essayeurs permanents des dernières alternatives à la mode, les projets de MLC atteignent vite un plafond du nombre de leurs utilisateurs.
- Une *hypothèse*: si les projets de MLC peinent tant à trouver des utilisateurs c'est pour une raison très simple : c'est que les non-utilisateurs d'une MLC ne voient pas la différence avec l'Euro (et il ne faut pas 5 minutes de discussion pour que cette critique soit directement énoncée). Dit encore plus clairement, s'il n'y a pas d'*utilisateurs* des MLC, c'est qu'elles n'ont pas d'*utilité*.
- Une *piste*: exploiter cette hypothèse non pas en lisant ce que les économistes nous disent sur l'argent mais relire ce que les anthropologues nous disent de la monnaie. Car l'utilité des uns a peu de chance d'être l'utilité des autres : il n'est pas sûr en effet que l'on puisse confondre l'intérêt individuel dans une compétition de chacun contre chacun avec l'utilité sociale dans une société du partage et du commun[1]. Cette uto-piste est la suivante : « *L'idéal d'une société sans argent ne signifie pas l'illusion d'une société sans monnaie* ». Ce qui revient, *politiquement*, à remettre l'économie à sa place ; *methodologiquement*, à ré-encastrier l'économie dans l'anthropologie »[2].

Les notes

1. Nous n'ignorons pas la fable fondatrice du libéralisme, celle de la Main invisible, selon laquelle il suffit de laisser faire les intérêts privés pour obtenir « la richesse des nations » (Adam Smith). Cette fable prétend bien

réconcilier intérêt privé et utilité sociale mais à une condition : celle de définir la société comme une juxtaposition d'individus animés psychologiquement par le gain et spontanément producteurs de surplus qu'ils ne rêvent que d'aller échanger sur un Marché « libre et non faussé ». C'est précisément le refus de cette condition qui légitime notre défense de l'utilité sociale d'une MLC : nous ne voyons pas en chaque humain un *homo oeconomicus*. [►]

2. Nous défendons cette piste de façon très politique et très idéologique dans un *Mais Où Comment*, celui de la série 2013, [consacré aux monnaies locales](#). [►]

Les décroissants défendent-ils l'assistance publique pour les fainéants ? La question du revenu inconditionnel

Le MOC est toujours étonné des critiques adressées à la proposition d'un revenu inconditionnel (RI). L'idée semble si déranger pour les idées les plus reçues qu'elle ne pourrait pas être critiquée sérieusement et que ses adversaires se contenteraient de n'enfoncer que des portes ouvertes. Comment y répondre :

- Baptiste Mylondo ose parfois un soupir souriant dans une interview fictive : [Réponse à La Décroissance](#)
- Michel Lepesant a adressé à *Silence* et *Reporterre* une réponse mi-courroucée mi-ironique : [Arrêtez de caricaturer le revenu inconditionnel !](#)

Alors répétons-le :

- *Non* le revenu inconditionnel ne serait pas un nouveau dispositif étatique versé aux fainéants pour qu'ils aillent le dépenser en boisson.
- *Oui* le RI ose critiquer le sacro-saint Travail. A leur esprit défendant, les adversaires du RI ne manquent pas de l'avouer quand ils nous demandent : « mais si tout le monde reçoit un revenu sans travailler, qui va travailler ? »
- *Oui* le RI est le meilleur moyen de poser la question qui fâche : celle du partage des tâches (pénibles).
- *Oui* le MOC défend un RI articulé à un revenu maximum acceptable (RMA) : pas de plancher sans un plafond, [pas de RI sans RMA !](#)
- *Oui* le MOC défend un versement du [RI en 3 parts](#) : en gratuités, en monnaie locale et en monnaie commune fondante.

La stratégie du MOC

Dans les argumentaires de la décroissance, la transition serait « sous-théorisée » ?

Nous avons hésité à ranger cette « objection » parmi les « tirs amis » de mauvaise foi. Mais nous préférons répondre positivement. Pour le MOC, La décroissance est *très exactement* le nom de la transition pour passer d'une société de croissance à une société d'a-croissance. Par conséquent, nous seulement nous n'oublions pas de « théoriser » cette transition mais nous théorisons *à partir* de nos pratiques concrètes. Ce qui n'empêche pas de reconnaître que c'est une question difficile :

- le dilemme de la transition : on ne peut échapper au fait que pour *partir* d'un monde, il faut le faire *à partir* de ce monde.
- les conditions psychologiques pour rendre désirable une sortie de la société de croissance n'existeront vraiment

qu'au sein d'une société d'a-croissance.

- les conditions politiques de la transition ne seront donc *jamais* favorables.

Ajoutons que :

- Ceux qui nous adressent ce reproche sont pourtant mal placés car, en tant que socialistes, ils auraient dû tirer les leçons des échecs tant du « socialisme réel » que de la social-démocratie.
- La transition socialiste repose encore trop souvent sur une hypothèse productiviste, de relance de la croissance, keynésienne...
- Le MOC défend une stratégie de masse critique.
- Un MOCqueux, Michel Lepesant, a consacré tout un livre « théorique » à cette question : *Politique(s) de la décroissance*, Utopia, 2013.

Décroissance choisie ou décroissance subie ?

Cette distinction est cruciale pour le MOC qui défend le choix de la décroissance :

- Il est fondamental de bien saisir la différence entre la « décroissance » et la « récession ». Celle-ci n'est que la parenthèse entre la croissance et la croissance. La décroissance est bien une parenthèse : mais nous ne voulons pas qu'elle se referme sur le monde du début, le monde de la croissance. La fin de la parenthèse, c'est le monde dont nous rêvons, celui d'un monde sans croissance, en équilibre dans ses indicateurs économiques et écologiques.
- Pour autant, le choix de la décroissance ne doit pas nous faire croire que cette décroissance, cette parenthèse sera particulièrement « heureuse » ? Parce que 1/ le bonheur est une satisfaction durable alors que précisément nous espérons que cette « décroissance » sera la plus brève possible et parce que 2/ faute de bonheur, ce sera déjà très bien si cette décroissance est **sereine**.

Pourtant nous n'ignorons pas que beaucoup de décroissants sont sensibles à ce que l'on appelle l'argument de la nécessité : la décroissance *ne peut pas ne pas* arriver.

- Cet argument est l'héritier d'une longue tradition dite « de l'argument paresseux », dont Lénine a fourni l'une des formulations les plus imagées : « les capitalistes finiront par nous vendre la corde pour les pendre ».
- Mais ce n'est pas si simple : car si la sortie du capitalisme est nécessaire, inévitable, inéluctable, à quoi bon la vouloir ?
- Car, de plus, une croissance sans fin des inégalités n'est malheureusement pas impossible dans un monde fini : parce que mathématiquement il suffit de beaucoup de pauvres pour faire un seul riche.
- Le MOC n'est pas décroissant « faute de mieux », ou parce que ce serait « le moindre mal ». *Même si* les ressources naturelles étaient infinies, les décroissants feraient objection de conscience à la croissance économique.

Voilà pourquoi le MOC ne donne pas priorité dans ses argumentaires à cet argument de la nécessité :

- Parce que la « nécessité » est le contraire de la « liberté ». Et qu'il doit être contradictoire d'utiliser en même temps la nécessité comme moyen et la liberté comme but.
- Parce que, dans la tradition socialiste (sous la forme du déterminisme du matérialisme historique), il a souvent

servi de justification à l'usage de la violence.

- Parce que, dans ce qui se constitue comme tradition écologiste (sous la forme de l'impossibilité d'une croissance infinie), il peut aussi servir à un même usage autoritaire, voire totalitaire.
- Parce qu'il empêche de se demander vraiment pourquoi nous critiquons le capitalisme ? *Même si* le capitalisme était une réussite du point de vue de ses propres critères (économiques principalement), il faudrait le critiquer. Nous ne critiquons pas le mode de vie d'un capitaliste qui a réussi simplement parce qu'il ne règle pas lui-même la facture réelle de sa réussite (il traite le reste des humains et la nature comme des externalités), nous critiquons ce mode de vie en tant que tel.

"Belles propositions" et questions "aigües"

Le MOC manque-t-il de propositions politiques ?

Est alors possible de proposer **un programme de décroissance**, un buisson *en vrac* de « belles revendications » : les voici, sans prendre la peine de les ranger dans un échéancier[1].

1. Arrêt de tous les nucléaires, au temps t le plus proche, techniquement parlant,
2. Réduction massive du temps de travail contraint (certes nécessaire à la production des biens et services essentiels) à 12h par semaine pour touTEs, pour permettre l'autonomie et la diversité des activités, pour ménager les ressources naturelles
3. Droit individuel au temps partiel choisi,
4. Défense réelle de services publics relocalisés en régions territoriales publiques autogérées (par les producteurs, par les usagers, par les éluEs, par les habitantEs) pour les services, l'eau, le transport et l'énergie, par la révolution de la gratuité[2],
5. Création de coopératives de production autogérées, intégrant producteurs et consommateurs et habitants,
6. Réforme immédiate des retraites par la mise en place d'une retraite d'un montant unique, pour tous, dès 60 ans,
7. Egalité réelle des femmes et des hommes,
8. Pour se réapproprier la monnaie par les territoires → instaurer le contrôle social et citoyen sur toute la chaîne de l'argent, qui part de son émission à son utilisation finale à au travers de l'épargne directe et indirecte, de l'investissement et de sa dépense : ré-appropriation citoyenne de la banque, de la finance, de l'assurance, création d'un système bancaire coopératif, crédit gratuit, banques de temps, monnaie locale comme « argent des circuits-courts »...
9. Abolition des dettes du Sud global, à qui sont dus la dette écologique et le droit à un « tunnel de croissance », vers le *buen vivir*,
10. Assurer à tout licencié la continuité de son revenu par la mise en place de fonds de reconversion abondés par les richesses socialisées,
11. Garantie aux plus jeunes d'une vie décente et autonome par une allocation universelle de 18 à 25 ans,
12. Mise en avant des dettes sociales et des dettes écologiques pour cadrer toute discussion budgétaire,
13. Exemple encore plus concret, sur l'automobile : garantie pièces et main-d'œuvre sur 15 ans, limitation de tous les moteurs à 90 km/h (autoroutes inutiles) → Interdiction

de la publicité (on verra bien alors quels sont les faux besoins) et crédit gratuit.

14. Réorganisation sociale et écologique vers une autogestion généralisée de la vie ; par une démocratie de proximité non délégative, par le municipalisme, par la coopération et la subsidiarité.
15. Démocratie maintenant : proportionnelle, parité intégrale, pluralisme des modes de désignation (tirage au sort, délégation, mandat impératif) et de décision (référendum, *preferendum*, conférence de citoyens...), mandats courts, non cumulables, révocables (bilan d'étape à mi-mandat),
16. Création d'un fonds pour la reconversion économique et la transition écologique, par la relocalisation, vers des produits socialement utiles et écologiquement soutenables
17. Abolition de la propriété foncière et retour au droit d'usage des communautés d'habitants.
18. Abolition de la division sociale-technique du travail par la reconnaissance de la multi-activité de chacune et chacun.
19. Urbanisme tendant à faire graduellement disparaître la compétition entre la ville et la campagne, diminution de l'emprise urbaine.
20. En vue de l'abolition du salariat, création d'un Revenu Inconditionnel (sans contrepartie, de la naissance à la mort)..
21. La mise en place d'un plancher des revenus implique celle d'un plafond : pour un revenu maximum (d'un montant) acceptable (RMA), avec un écart de 1 à 6 – Impôts fortement progressifs avec une tranche supérieure qui sera à 100%.
22. Assumer l'audace des décisions politiques unilatérales : pour l'Europe, les monnaies, les nucléaires, la fiscalité...

Toutes ces « belles revendication » que le MOC pense *mobilisatrices* (et pas seulement motivantes) partagent :

- un même *objectif* (pour expliciter ce qui est *souhaitable*) : celui de favoriser les conditions d'une *démarchandisation* de tous les facteurs de production (la nature, l'activité humaine et la monnaie).
- un même *fondement* (pour expliciter ce qui est *juste*) : s'inscrire dans le cadre paradigmatique de *l'espace écologique* (plancher/plafond).

Les notes

1. S'il n'y a plus de « sens unique » de l'Histoire, s'il n'y a plus de « front principal des luttes », alors la politique redevient un effort d'attention pour saisir le « bon moment », le *kairos*, le *momentum*... [►]
2. Un plaidoyer en faveur de la gratuité ne devra pas faire l'impasse sur ses 3 « dommages » : le fléchage, le flicage et le gaspillage. [►]

→ **Faut-il rompre avec l'Europe ?**

→ **Démographie responsable**

→ **Antinucléaire parce que décroissant, ou l'inverse ?**

Faut-il rompre avec l'Europe ?

Le MOC défend une **rupture écologique** avec l'Europe.

Sur la forme, nous prôtons *l'unilatéralisme* des décisions.

Sur le fond, nous défendons la sortie des institutions européennes, de l'Euro, de la PAC...

- Par « Europe », nous entendons un raccourci pour « Communauté européenne » ; qui n'a rien d'une « communauté », en tout cas pas au sens où nous l'entendons.
- Par « rupture écologique », nous entendons le cadre à partir duquel nous fondons et nos critiques et nos propositions de rupture.
- Par exemple, c'est au nom de cette rupture écologique que nous refusons la mise en concurrence généralisée des régions (réforme territoriale, métropolisation) : il faudrait en tirer toutes les conséquences sur les politiques de ménagement des territoires, sur les transports (routiers, ferroviaires, fluviaux et aériens), sur la reconversion industrielle, sur la transition énergétique...

Positivement, nous défendons :

- La définition des régions non pas autour de leur poids économiques mais à partir de leur cohérence géo-culturelle.
- Des coopérations entre les régions plutôt que la compétition de chacune contre chacune.

Et nous en tirons quelques propositions explicites :

- *Souveraineté monétaire* des régions : nous ne serions pas opposés au remplacement de la monnaie unique par une « monnaie commune » [1], qui devrait être fondante. Nous demandons le droit pour les peuples à l'émission de monnaies complémentaires.
- *Souveraineté alimentaire* : La Politique Agricole Commune est un rouleau compresseur pour l'agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire. Nous demandons une politique agricole qui favorise l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire, et le maintien des usages et patrimoine rural (traction animale, races locales, variétés...). Rupture avec la PAC □ Pour une Politique Agricole Européenne (car il n'est pas interdit de défendre des coopérations de façon ascendante et non par une gouvernance descendante).
- *Contre les Traités commerciaux de libre-échange* : pour des Traités de coopération, pour la Relocalisation – droit de douanes et les quotas : tant à l'importation qu'à l'exportation, par des octrois et des péages.
- *Rupture avec les mégapoles* : La mise en concurrence des régions à travers de pôles de compétitivités, les Métropoles, les Axes de communications aboutissent à un quadrillage routier de l'Europe, un étalement urbain et de grands projets inutiles.
- *Rupture écologique dans la politique énergétique et industrielle* : Références planchers et plafonds, tendre à la souveraineté économique et énergétique : sobriété énergétique + arrêt des nucléaires ; pas d'exploitation des gaz de schistes ni d'intensification de l'extractivisme...
- *Libre circulation des personnes* sans aucune distinction, mais *remboursement de la dette écologique envers les pays du Sud* pour permettre leur autosuffisance dans le respect de leurs usages et création d'un droit d'asile européen de réfugiés climatiques

Les notes

1. Frédéric Lordon, <http://www.mediapart.fr/journal/france/270913/fr%C3%A9d%C3%A9ric-lordon-revenir-aux-monnaies-nationales-pour-refaire-une-monnaie-commune> [►]

Démographie responsable

Le MOC défend une position néo-malthusienne :

- Nous ne voulons pas de l'argument que nous jugeons paresseux, celui d'une décroissance démographique.
- Cela signifie que nous ne voulons aucune mesure ni pour inciter à croître ni pour inciter à décroître démographiquement.
- Très exactement, nous nous opposons à toute incitation à la naissance au delà d'un deuxième enfant. Nous ne cachons pas qu'en cas de revenu inconditionnel accordé même aux enfants, il y aurait là un hiatus qu'il faudrait résoudre par exemple par un impôt avec un quotient familial plafonné à deux enfants (voire, plus de quotient familial du tout).
- Dans l'équation d' Ehrlich et Holdren, $I = P.A.T$ (I étant l'impact écologique ou empreinte écologique ; P la population; A l'*affluence* que l'on peut traduire par opulence ou richesse; T signifie technologie), nous pensons que le premier des paramètres politiques est le A → c'est pourquoi nous prônons une décroissance économique. Nous sommes d'accord avec la formule de Vincent Cheynet : *le problème ce ne sont pas les humains, ce sont les automobilistes.*
- Le MOC soutient qu'une décroissance de l'impact écologique de notre alimentation est une partie de la solution : oui à l'agrobiologie, oui pour consommer drastiquement moins de viande...

Sur le fond, notre « humanisme » revient à traiter l'espèce humaine en tant qu'espèce vivante :

- Le mode d'existence de *l'humanité en tant qu'espèce vivante* doit s'inscrire dans ce que nous appelons « espace écologique », c'est-à-dire la limitation de tous nos projets entre un plancher et un plafond. Pour nous la liberté ne consiste pas à franchir sans cesse les limites mais à vivre en commun dans les limites de l'équilibre des écosystèmes.
- C'est donc bien toute *une organisation sociale* en tant que telle dont nous rêvons. Pour vivre dignement, la simple « juste redistribution des richesses » ne suffit pas si on ne redéfinit pas les besoins, leur mode de production (de l'aval des « ressources » à l'amont des « déchets ») et les limites que la préservation de nos écosystème nous imposent. Quand au partage de ces biens et des tâches (en particulier les plus pénibles), il doit se faire dans un souci d'égalité des revenus, pour tous, par une diminution du temps de travail, par la gratuité d'accès et d'usage et non dans un modèle de mise en concurrence de tous par tous.
- C'est cet « humanisme » qui pousse le MOC à *défendre grosso modo* les positions de l'association Démographie responsable : <http://demographie-responsable.org/>
- Nous conseillons la lecture du numéro 389 de la revue Silence : http://www.revuesilence.net/epuises/300_399/silence389.pdf

Antinucléaire parce que décroissant, ou l'inverse ?

Sur le nucléaire la position est très claire : nous défendons la sortie la plus rapide techniquement possible de tous les nucléaires, civils et militaires. Mais :

- Nous savons l'échec global des stratégies du rézo « sortir du nucléaire ». Et c'est pourquoi nous préférons les combats des Stop-Nucléaire.

- Nous reprochons au scénario NégaWatt – malgré la pertinence de ses solutions et la qualité de ses expertises – le manque d'une critique de fond sur le mode même de vie qu'il s'agit de défendre.
- Nous enregistrons tous les jours les reculades de toute une gauche auto-proclamée responsable, qu'elle soit socialiste ou écologiste.

Sans s'appesantir à ce que la décroissance pourrait programmatiquement défendre :

1. Gratuité des premières tranches d'électricité couplée avec une sur-taxation des mésusages.
2. Renoncement unilatéral à l'arme nucléaire et démantèlement immédiat de l'arsenal.

Il nous semble qu'il serait pertinent d'ajouter une hypothèse de décroissance à tout scénario de sortie des nucléaires pour au moins 3 raisons :

1. Conserver une hypothèse de croissance tout en cherchant à réduire la facture énergétique semble moins sensé que de chercher à obtenir le même but tout en réduisant la demande. Une décroissance de 1% l'an permet une division par 2 en 70 ans. Avec 2%, il ne faut plus que 34 ans et avec 5%, 13 ans. N'est-il pas plus sensé, quand l'obstacle est visible, de commencer à ralentir plutôt que d'essayer d'accélérer, surtout en tournant le dos au mur et en avançant à reculons ?
2. La décroissance est un projet « politique » qui remet la démocratie à sa place : centrale. En tant que projet politique, c'est un projet global qui ne segmente pas les interrogations et lie ensemble le bout de la consommation et celui de la production, celui des produits et celui des déchets, celui du présent et celui des générations futures, celui de l'humain et celui de la nature. Quel mode de vie est-il désirable et soutenable de défendre si l'on ne veut pas risquer de mettre en péril la Vie elle-même ?
3. Ce que nous a expliqué Günther Anders, c'est que la prise de conscience du potentiel apocalyptique des nucléaires ne peut constituer un mobile pour retrouver de l'Agir responsable. Certes, s'il suffisait de prendre conscience de la Menace pour entreprendre aussitôt d'échapper par tous les moyens, tout serait plus facile ; mais notre monde n'est pas ce cas-là. Pour les décroissants ce n'est pas la prise de conscience qui est la condition du Faire, c'est l'inverse : c'est en faisant que l'on prend conscience. G. Anders évoquait des « exercices » pour retrouver une imagination morale : telles sont les alternatives concrètes, les uto-pistes et les « expériences ».

Les notes

Pasquinet Jean-Luc, Lucot Pierre. *Nucléaire arrêté immédiat. Pourquoi, comment ? Le scénario qui refuse la catastrophe*. Éditions GOLIAS, 2012, 9 €.

Quelques-unes des critiques de mauvaise foi

Le MOC se préoccupe-t-il assez de la « question sociale » ?

- Si « se préoccuper assez de la question sociale » c'est ne se préoccuper que de la question sociale, alors le MOC accepte ce reproche. Mais dans ce cas, que cette réponse nous donne droit à poser sans tarder d'autres questions ; que ceux qui nous font ce reproche se demandent s'ils se préoccupent assez de la question écologique, de la question démocratique, de la question anthropologique. Et quand ils répondront en liant toutes ces questions, nous serons ravis de constater que nous pouvions éviter

de nous faire de tels mauvais reproches.

- D'autant que la question sociale est au cœur de nos propositions ; ainsi nous ne nous contentons pas de demander un revenu inconditionnel, nous l'associons sans hésiter à un revenu maximum.
- D'autant que l'effet de masse critique résulte de la conjugaison des forces des initiatives concrètes et des contre-pouvoirs dans les luttes sociales.
- Une alternative concrète coupée de sa dimension « mouvement social » a tous les risques de s'enfermer dans la « communauté terrible », le « quant-à-soi, le système d'enfermement local. C'est pourquoi les « alternatives concrètes » doivent « faire réseau » (et entamer sans délai une critique de cet outil-réseau pour en faire un usage « convivial » (I. Illich).

Prenons un exemple polémique, celui de la *gratuité* : on peut caricaturer et sous-entendre qu'une telle proposition prouve juste la crasse ignorance des O.C. quant aux dimensions sociales et économiques d'une telle revendication. Mais les décroissants n'ignorent pas que la gratuité (en aval, pour l'utilisateur) a un coût « en amont ». Et que cette « gratuité » résulte bien d'une « collecte » quand elle consiste en une gratuité monétaire (ce qui ne veut pas dire que nous confondons toutes les fonctions de la monnaie : pour évaluer, pour échanger, pour capitaliser). Mais cette gratuité peut d'abord être un droit d'usage gratuit, c'est à dire une mise à disposition gracieuse de biens premiers à condition que leur usage soit une condition de l'émancipation (par exemple, un droit souverain à disposer d'une terre pour la cultiver, à condition d'en faire un « bon usage »). Ajoutons que notre défense de la gratuité ne fait pas l'impasse sur ses 3 « dommages » : flicage, fléchage et gaspillage.

Le MOC sur cette « question sociale » fait un double pas de côté :

1. Quand nous insistons sur la *source politique de la décroissance*, c'est pour placer la question de l'organisation sociale au cœur de nos propositions.
2. Pour discuter de cette question, nous refusons de nous contenter de l'opposition pauvreté/richeesse. Cette opposition est trop simplificatrice car elle implique que toute critique de la pauvreté revient à défendre la richesse. Or nous ne voulons plus faire de la richesse – même « reconsidérée » – un objectif. C'est pourquoi nous posons la question sociale à partir de l'opposition *misère/pauvreté/richeesse*. C'est ainsi que notre critique de la misère (manque du nécessaire) s'articule à une critique de la richesse pour défendre une « pauvreté volontaire ».

Les notes

Rahnema Majid. *Quand la misère chasse la pauvreté*. Actes Sud, 2003, 336 pages.

Le MOC réduit-il la politique à un repli sur des comportements individuels ?

- Cette critique revient à traiter les décroissants d'individualistes libéraux qui s'ignorent. Comme si les décroissants misaient tout sur les individus en pensant que les comportements individuels permettront de construire une société humaine et juste.
- L'habileté de cette critique, c'est d'essayer de réduire le débat – celui qui porte sur la transition – aux termes de individu/société/État ; et d'en déduire que si les initiatives individuelles ne peuvent pas réussir à changer la société alors c'est à l'État qu'il faut confier ce rôle

historique. Les décroissants acceptent la prémisse : les initiatives individuelles peuvent être plus dépolitisantes que repolitisantes. Et pourtant, nous n'en acceptons pas la conclusion : pourquoi ? Parce que nous ne voulons plus entretenir l'illusion que la prise préalable du pouvoir (surtout celui de l'Etat, car il n'en va peut-être pas de même pour la prise de pouvoir au niveau municipal...) est la condition nécessaire de la transformation de la société.

- Et c'est pourquoi, sans attendre, les uto-pistes des alternatives concrètes commencent d'autres mondes possibles. Ces commencements sont particulièrement importants parce qu'ils ne sont pas des initiatives individuelles mais toujours des projets collectifs et associatifs. C'est aussi en ce sens que le MOC est résolument antilibéral.
- Quiconque s'est déjà impliqué dans les alternatives concrètes et les expériences de contre-pouvoirs a eu la possibilité et la chance de découvrir que le trajet de l'émancipation n'était pas linéairement individuel puis collectif puis politique mais qu'il était beaucoup plus simple et mobilisateur de commencer par s'engager au niveau collectif. Et c'est en pratiquant, que l'exigence de cohérence offre à chacun les possibilités d'approfondir son engagement au niveau individuel et/ou de l'élargir au niveau politique.

Les décroissants valorisent-ils excessivement les communautés traditionnelles du passé ?

- Certes, le MOC n'a pas le culte de la mode et de la modernité. Le nouveau n'a pas toujours raison. Mais il n'a pas toujours tort. Et c'est bien pourquoi les décroissants veulent avoir un rapport entier au temps ; il ne s'agit pas de caricaturer une querelle politique des anciens et des modernes, en opposant un passé ringard et folklorique à un avenir radieux et prometteur. Il s'agit tout au contraire de sortir de cette direction linéaire et dirigée du temps à l'image d'une ligne droite. Si les utopistes doivent commencer sans attendre, alors plus question de croire en un déterminisme matérialiste de l'Histoire. Est-ce là être « réactionnaire » que de s'émanciper de l'aliénation du mythe du Progrès ? Il ne s'agit pas de refuser les progrès mais de refuser le mythe du Progrès : décroître, c'est souvent d'abord « décroire ».
- C'est dire que le MOC veut imaginer une « politique des possibles » : « d'autres mondes sont possibles ». Et dans ces possibles, sans aucune nostalgie d'un retour à la préhistoire, pourquoi la politique devrait-elle s'obliger à ignorer les héritages des autres formes de vie et d'organisation politique ? Pour penser le pouvoir, pourquoi se contenter de commencer avec Machiavel et se priver de méditer sur toutes les recherches d'anthropologie politique ? Savoir que dans des tribus indiennes, il n'y a pas de mot pour « chef » pour nous permettre de défétichiser le culte euro-centré pour le pouvoir.
- D'autant que ces « communautés traditionnelles du passé » nous apprennent qu'un autre rapport à la Nature est possible ; et cet autre rapport à la Nature est aussi un autre rapport à la Technique, à la Culture, à l'Humain...

Dans un livre récent, Jérôme Baschet[1] rappelle que si l'on veut une « société libérée de l'économie » (= une société d'accroissance), alors « il est temps de rouvrir le futur ». Et pour cela, il faut accepter que « l'imaginaire utopique... s'abreuve à quatre sources principales » :

1. Un refus aussi viscéral que raisonné de l'oppression capitaliste (le rejet).
2. Des expériences de construction, fragment d'un futur déjà présent (la transformation sociale par les expérimentations sociales).
3. Des connaissances des sociétés traditionnelles (Anthropologie) → C'est un parfait moyen pour accepter que d'autres mondes sont possibles.
4. Une évaluation aussi lucide que possible des expériences historiques nées du désir d'émancipation (critique des critiques classiques du capitalisme).

Les notes

1. Adieux au capitalisme, La découverte, Paris, 2014. [▶]

Les décroissants mettent-ils clairement en évidence les mécanismes politiques et économiques qui ont abouti à la situation actuelle ?

- Dans « la situation actuelle de crise », attention d'abord à ne pas confondre ce qui est de l'ordre du capitalisme et de ce qui est de l'ordre d'une « phase du capitalisme ». A confondre les deux, on risque de confondre la crise du capitalisme avec la crise d'une phase du capitalisme. Et du coup, on risque de se réjouir trop vite de la crise actuelle de la phase néo-libérale en la prenant pour la phase finale du capitalisme.
- Quant aux mécanismes politiques et économiques qui ont abouti à la crise actuelle du néo-libéralisme, les décroissants n'ont aucun mal à proposer des pistes d'explications. Celle qui irait peut-être le plus au fond des choses serait celle qui signale que la crise actuelle, crise de l'endettement, résulte d'une contradiction interne : à savoir que les travailleurs sont en même temps des consommateurs (sont ainsi intimement liés la société de consommation avec la valeur-travail) Or le néolibéralisme en faisant toujours croître la part des revenus du Capital aux dépens de ceux du Travail ne peut faire croître en même temps la consommation qu'au moyen du Crédit... On connaît la suite !
- Quant à la liaison historique qui relie les mécanismes politiques et les mécanismes économiques pour aboutir à la situation actuelle, le MOC non seulement n'ignore pas la complémentarité de l'Etat et du Marché dans la formation des Nations au XIXe siècle, mais nous en tirons une conséquence fondamentale dans notre « stratégie de la transition » : croire que la prise préalable du pouvoir d'Etat rendra possible l'émancipation économique est une illusion qu'il faut cesser de propager si les erreurs du « socialisme réel » et de la « social-démocratie » ne doivent plus être répétées.

Certaines questions ont été piochées à partir des sites suivants :

- <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/article/la-decroissance-un-point-de-vue>
- <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article555>
- <http://www.legrandsoir.info/Ne-soyons-pas-des-altermondialistes-benets.html>
- http://abernier.vefblog.net/17.html#Ne_soyons_pas_des_altermondialistes_benets-com2085842
- <http://www.m-pep.org/spip.php?article691>
- <http://calebirri.unblog.fr/2010/07/25/la-decroissance-une-theorie-economique-bien-trop-sage/>